

Le sujet vital est de savoir si on veut de l'eau, ou si on priorise le déstockage et la destruction des petits réservoirs d'eau douce des moulins et des étangs avec des financements publics ? Avec une perte de biodiversité inféodée à ces milieux souvent maintenant qualifiés de « naturels », devenus des ZNIEFF pour de très nombreux sites.
Y aurait-il un manque de cohérence dans la politique de l'eau ?

Faute de prospectives globales sur la gestion quantitative de l'eau, à défaut, la réponse partiale consisterait à créer des bassines uniquement pour les uns, avec des financements publics ?
C'est à notre sens, une option court-termiste à l'aveugle, non durable.
Rappel sur le concept du terme « durable » :
Martelé quotidiennement à toutes les sauces avec ces trois fameux piliers, le « durable » semble vraiment relayé, dans les faits, aux oubliettes en 2026.

La loi récente sur les bassines invoque aussi la sécurité alimentaire. La France est loin du compte : elle importe de plus en plus, au point que la ménagère a du mal à trouver des légumes français.
Bilan très inquiétant : l'insécurité alimentaire s'accentue et l'insécurité hydrique est là. A en croire, il s'agirait d' aléas fortuits nés d'imprévus, sans coupable et pire, sans jamais aucun responsable(*) en pensant que tout ira mieux demain.
Les gesticulations parlementaires sont dans ce fil: elles portent un simple message : « *le sujet est connu*« . Mais elles ne sont pas là pour le résoudre.

La politique de l'eau devrait répondre aux enjeux globaux des besoins en eau, au lieu de militer dogmatiquement sur les interdictions/restrictions, sans rien proposer écologiquement d'autre que les zones humides. Elles ne répondront pas, à elle seules, aux besoins futurs.

https://www.youtube.com/watch?v=Qntu6_k-9pQ

(*) *c'est ignorer les alertes d'ingénieurs au moins depuis 10 ans. Leurs études, articles et rapports dérangeaient et auraient nécessité de prendre des mesures.*

Les commissions d'enquêtes télévisées des parlementaires sont cocasses. Au lieu de chercher pourquoi tout ce qui rapportait et fonctionnait a été bradé à l'international, démembré et perdu pour la nation au profit d'investisseurs, les commissions d'enquêtes devraient investiguer l'avenir : dans chaque domaine, quels sont les objectifs vitaux et fondamentaux, qui en a la charge, quels sont les moyens, pour quels résultats à une déchéance précise.
Sinon, l'insécurité hydrique, énergétique, l'insécurité alimentaire et l'insécurité sociale ne seront plus des aléas fortuits.